

REPUBLIQUE FRANCAISE	Dossier n° DP0630032500088
Commune d'AMBERT	Date de dépôt : 02/10/2025 Complété le : 19/11/2025 Modifié le : 18/12/2025 Demandeur : MAIRIE D'AMBERT représentée par Monsieur GORBINET Guy Pour : Réfection de façade Adresse terrain : 11 rue Blaise Pascal - 63600 AMBERT

ARRÊTÉ
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune d'AMBERT

Le Maire d'AMBERT,

Vu la déclaration préalable présentée le 02/10/2025, complétée le 19/11/2025 et modifiée le 18/12/2025, par MAIRIE D'AMBERT représentée par Monsieur GORBINET Guy et demeurant 37 boulevard Henri IV – 63600 AMBERT ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation en date du 03/10/2025 ;

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour : Réfection de façade ;
- Sur un terrain situé : 11 rue Blaise Pascal – 63600 AMBERT ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 et modifié le 10/01/2024 ;

Vu le règlement de la zone UAb du PLU ;

Vu le projet modifié le 18/12/2025 ;

Vu le règlement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager approuvé le 31 Juillet 2004 ;

Vu l'accord assorti de prescriptions motivées de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 18/12/2025 ;

Considérant que ce projet, en l'état, n'est pas conforme aux règles applicables dans le site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur ;

Considérant qu'il peut cependant y être remédié ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable DP0630032500088.

Article 2

Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis ci-joint devront être strictement respectées.

L'enduit de la façade sera de finition talochée.

La teinte R80 du nuancier Parex est acceptée.

Les baguettes d'angles sont proscrites.

Les bandeaux verticaux et horizontaux recevront un badigeon de chaux de teinte G00 du nuancier Parex ou similaire.

L'enduit est proscriit pour les bandeaux.

Le décor sera réalisé à l'identique de l'existant.

Le soubassement sera de teinte terre beige (référence terre feutrée T60 du nuancier Parex ou similaire).

Le faux appareil sera redessiné.

Les volets seront refaits à l'identique de ceux existants, en bois, à compartiment, à persiennes à la française.

Les ferrures seront récupérées et réinstallées sur les nouveaux volets.

Les volets et ferrures seront de teintes identiques.

Les trompes l'œil seront installés à l'intérieur des baies au même nu que les fenêtres.

Les lindages et volets seront peints de teinte gris vert (référence vert ficus du nuancier Chromatic de chez la Seigneurie).

La porte d'entrée et son encadrement seront peints de teinte gris vert (référence vert galane du nuancier Chromatic de chez la Seigneurie).

En remplacement de l'ouverture au RDC, il sera installé un trompe l'œil peint sur un support compatible (support avec un enduit à déterminer).

La pose de vitrophanies ou collages sur plaque de bois est proscrite.

Le visuel de décor peint présentant une grille est accepté.

AMBERT, le 22 DEC. 2025

Le Maire,
Guy GORBINET



Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision :

- **dans le mois qui suit la date de sa notification** : il peut saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

- **dans les deux mois qui suivent sa notification** : à cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.